

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Demande déposée le 18/11/2016

Complétée le 18/11/2016

Référence dossier

N° PA 041 029 12 C0001 M02

Par : SAFIM  
Demeurant à : 29, rue des Montées  
45000 ORLEANS  
Représenté par : Monsieur THAUVIN Fabien

Pour : Modification du règlement en son article 11- Disposition applicable aux clôtures  
Sur un terrain sis à : ROUTE DE BLOIS- LA HOLLANDE  
41120 Candé sur Beuvron

Surfaces autorisées

Surface de plancher :

Destination :

Réf. Cadastres : OG601-  
OG602-OG603- OG604-OG605-  
OG779- OG890- OG1070-  
OG1080- OG1094- OG1099-  
OG1218- OG1339- OG1430-  
OG1434

LE MAIRE

Vu la demande susvisée ;

Vu le code l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols valant Plan Local d'Urbanisme approuvé le 28 avril 1989, révisé le 15 janvier 2001, modifié le 18 mars 2005 ;

Vu le permis d'aménager n°41029 12 C0001 autorisant le lotissement « La Hollande » approuvé par arrêté en date du 10/04/2013 et modifié le 02/12/2014 ;

ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le Permis d'Aménager modificatif est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée et conformément aux pièces ci-après désignées, qui se substituent à celles annexées à l'arrêté d'origine et à l'arrêté modificatif n°1 :

- Article NA 11-3 du règlement écrit

- Plan de composition PA 4

**ARTICLE 2 :** Les prescriptions antérieures dans l'arrêté d'origine du 10/04/2013 et dans l'arrêté modificatif n°1 du 02/12/2014 restent applicables.

Candé-sur-Beuvron, Le 30/01/2017

Monsieur le Maire,  
Stéphane LEDOUX



**TRANSMIS AU CONTROLE DE LEGALITE  
DE LA PREFECTURE DE LOIR ET CHER LE :****Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de la notification de l'arrêté, il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée d'un an deux fois sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers ( notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les **DEUX MOIS** à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

